

1990

c S.4 Science North Act/Loi sur Science Nord

Ontario

© Queen's Printer for Ontario, 1990

Follow this and additional works at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso>

Bibliographic Citation

Science North Act, RSO 1990, c S.4 / *Loi sur Science Nord*, SRO 1990, c S.4

Repository Citation

Ontario (1990) "c S.4 Science North Act/Loi sur Science Nord," *Ontario: Revised Statutes*: Vol. 1990: Iss. 10, Article 45.

Available at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso/vol1990/iss10/45>

CHAPTER S.4

Science North Act

Definitions

1. In this Act,

“Board” means the board of trustees of the Centre; (“conseil”)

“Centre” means Science North; (“Centre”)

“Minister” means the Minister of Culture and Communications or such other member of the Executive Council as the Lieutenant Governor in Council designates to administer this Act. (“ministre”) 1986, c. 5, s. 1.

Science North continued

2.—(1) The corporation without share capital known in English as Science North and in French as Science Nord is continued. 1986, c. 5, s. 2 (1), *revised*.

Composition

(2) The Centre shall consist of the trustees of the Board.

Seal

(3) The Centre shall have a seal, which shall be adopted by the Board by by-law.

Fiscal year

(4) The fiscal year of the Centre begins on the 1st day of April in each year and ends on the 31st day of March in the following year.

Corporations Act not to apply

(5) The *Corporations Act* does not apply to the Centre. 1986, c. 5, s. 2 (2-5).

Services in French and English

(6) The programs and services of the Centre shall be available in both French and English. 1986, c. 5, s. 2 (7), *revised*.

Objects of the Centre

3. The objects of the Centre are,

- (a) to depict to the public and to conduct a program of education, throughout northern Ontario, in the origins, development and progress of science and technology and their relationship to society;
- (b) to operate and maintain a model mine;
- (c) to collect, develop and exhibit objects and displays and to maintain and operate a museum, science centre and related facilities for the furtherance of the objects of the Centre;

CHAPITRE S.4

Loi sur Science Nord

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Centre» S'entend de Science Nord. («Centre»)

«conseil» Le conseil d'administration du Centre. («Board»)

«ministre» Le ministre de la Culture et des Communications ou un autre membre du Conseil exécutif que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil et qui est chargé de l'application de la présente loi. («Minister») 1986, chap. 5, art. 1.

2 (1) Est maintenue la personne morale sans capital-actions connue sous le nom de Science Nord en français et le nom de Science North en anglais. 1986, chap. 5, par. 2 (1), *révisé*.

(2) Le Centre se compose des membres de son conseil d'administration.

(3) Le Centre a un sceau, que le conseil adopte par règlement administratif.

(4) L'exercice du Centre commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

(5) La *Loi sur les personnes morales* ne s'applique pas au Centre. 1986, chap. 5, par. 2 (2) à (5).

(6) Les programmes et les services assurés par le Centre sont offerts en français et en anglais. 1986, chap. 5, par. 2 (7), *révisé*.

3 Le Centre a pour mission :

- a) de décrire, à l'intention du public, les origines, le développement et les progrès des sciences et de la technologie et leurs rapports avec la société, et de diriger un programme éducatif portant sur ces questions et destiné à l'ensemble du territoire du Nord de l'Ontario;
- b) de faire fonctionner une mine modèle;
- c) de collectionner et de présenter des objets, d'élaborer des expositions, ou d'assurer le fonctionnement d'un musée, d'un centre des sciences et d'installations connexes en vue de réaliser la mission du Centre;

Définitions

Maintien de Science Nord

Composition

Sceau

Exercice

Non-application de la Loi sur les personnes morales

Services en français et en anglais

Mission du Centre

(d) to stimulate the interest of the public, throughout northern Ontario, in matters depicted by the Centre; and

(e) to develop, produce and market exhibits and to sell exhibits and provide consulting services. 1986, c. 5, s. 3.

Board of trustees

4.—(1) The affairs of the Centre shall be managed and controlled by the Board which shall consist of at least fifteen trustees appointed by the Lieutenant Governor in Council for a term of three years.

Initial terms of office

(2) Despite subsection (1), on the first appointment of trustees, as nearly as possible, one-third shall be appointed for a one-year term, one-third shall be appointed for a two-year term and one-third shall be appointed for a three-year term.

Vacancies

(3) Where a vacancy occurs on the Board, the vacancy may be filled for the remainder of the term by appointment in the same manner as the original appointment.

Re-election and reappointment

(4) A trustee may be reappointed but may not serve for more than two terms.

Chair, vice-chair

(5) The Lieutenant Governor in Council shall designate one of the trustees as chair and another as vice-chair of the Board.

Compensation

(6) The trustees shall serve without compensation and no trustee shall directly or indirectly receive any remuneration but reasonable expenses incurred by a trustee in the performance of his or her duty may be paid.

Quorum

(7) A majority of the trustees constitutes a quorum of the Board. 1986, c. 5, s. 4 (1-7).

Powers of Board

5.—(1) The Board has all the powers necessary or convenient to perform its duties or achieve the objects of the Centre.

Crown agency

(2) The Centre is for all purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty.

By-laws

(3) The Board may, subject to the approval of the Minister, make by-laws regulating its proceedings and generally for the conduct and management of its internal affairs.

Delegation to committees

(4) A by-law establishing a committee of the Board may delegate to the committee such powers and duties of the Board as are determined in the by-law.

d) de susciter l'intérêt du public, sur l'ensemble du territoire du Nord de l'Ontario, à l'égard des sujets traités par le Centre;

e) d'élaborer, de produire et de commercialiser des objets d'exposition et d'assurer leur vente, ainsi que d'assurer un service de consultation. 1986, chap. 5, art. 3.

4 (1) Le conseil d'administration se compose d'au moins quinze membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour un mandat d'une durée de trois ans. Il assure l'administration et la direction des affaires du Centre.

(2) Malgré le paragraphe (1), et, dans la mesure du possible, au moment de la nomination des premiers membres du conseil, un tiers des membres sont nommés pour un mandat d'un an, un tiers pour un mandat de deux ans et un tiers pour un mandat de trois ans.

(3) La vacance d'un poste au conseil peut être comblée pour le reste de la durée du mandat au moyen d'une nomination faite de la même façon que la nomination initiale.

(4) Le mandat d'un membre du conseil ne peut être renouvelé qu'une seule fois.

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un des membres du conseil à la présidence et un autre à la vice-présidence.

(6) Les membres du conseil exercent leurs fonctions à titre gratuit et ne reçoivent, directement ou indirectement, aucune rémunération. Néanmoins, ils peuvent recevoir le remboursement des frais raisonnables occasionnés par l'accomplissement de leurs fonctions.

(7) La majorité des membres du conseil d'administration constitue le quorum. 1986, chap. 5, par. 4 (1) à (7).

5 (1) Le conseil possède les pouvoirs nécessaires ou utiles pour exercer ses fonctions et pour réaliser la mission du Centre.

(2) Le Centre est, à toutes fins, mandataire de Sa Majesté, et ses pouvoirs ne peuvent être exercés qu'à ce titre.

(3) Avec l'approbation du ministre, le conseil peut adopter des règlements administratifs régissant ses délibérations et traitant de façon générale de l'administration et de la direction de ses affaires intérieures.

(4) Le règlement administratif qui crée un comité du conseil peut déléguer à ce comité les pouvoirs et les fonctions du conseil qui y sont précisés.

Conseil d'administration

Durée des mandats initiaux

Vacance d'un poste

Renouvellement du mandat

Président, vice-président

Indemnité

Quorum

Pouvoirs du conseil

Organisme de la Couronne

Règlement administratif

Délégation de pouvoirs à un comité

Responsible to Minister	(5) The Board is responsible to the Minister.	(5) Le conseil relève du ministre.	Responsabilité
Chair	(6) The chair shall preside at all meetings of the Board and, in the chair's absence or if that office is vacant, the vice-chair has all the powers and shall perform the duties of the chair. 1986, c. 5, s. 5.	(6) Le président préside les réunions du conseil et en cas d'absence du président ou de vacance de son poste, le vice-président possède tous ses pouvoirs et exerce ses fonctions. 1986, chap. 5, art. 5.	Président
Officers and employees	6.—(1) The Board, with the approval of the Minister, may appoint a director of the Centre and the Board may appoint other officers and employees as are considered necessary for the proper conduct of the business of the Centre.	6 (1) Le conseil, avec l'approbation du ministre, peut nommer le directeur du Centre et il peut également nommer les autres membres du personnel jugés nécessaires au bon fonctionnement du Centre.	Personnel
Remuneration of director	(2) The director of the Centre shall receive such remuneration as the Lieutenant Governor in Council may determine, payable out of the general fund of the Centre.	(2) Le directeur du Centre reçoit la rémunération fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil et payable sur le fonds de fonctionnement du Centre.	Rémunération du directeur
Salaries, etc., of employees	(3) The Board, with the approval of the Minister, may fix the salaries and benefits of the officers and employees of the Centre and may provide for the retirement and superannuation of such persons.	(3) Le conseil, avec l'approbation du ministre, peut fixer les salaires des membres du personnel du Centre, décider des régimes d'avantages sociaux et prévoir la mise à la retraite et un régime de retraite pour ces personnes.	Salaires du personnel
Duties of director	(4) The director of the Centre shall have the management and administration of the Centre, subject to the supervision and direction of the Board. 1986, c. 5, s. 6.	(4) Le directeur du Centre est chargé de la gestion et de l'administration du Centre, sous la surveillance et la direction du conseil. 1986, chap. 5, art. 6.	Fonctions du directeur
Funds	7.—(1) The money for the purposes of the Centre shall be paid out of the money appropriated therefor by the Legislature.	7 (1) Les sommes nécessaires pour réaliser la mission du Centre sont prélevées sur les fonds affectés à cette fin par la Législature.	Fonds
Idem	(2) The Board may acquire property for the Centre by gift, devise, bequest or otherwise, and may expend, administer or dispose of any such property in the promotion of its objects, subject to the terms, if any, upon which the property was acquired.	(2) Le conseil peut, par don, legs ou autrement, acquérir des biens pour le Centre, et les utiliser, les gérer ou les aliéner pour réaliser sa mission, pourvu qu'il respecte les conditions dont est assortie, le cas échéant, l'acquisition de ces biens.	Idem
Surplus money	(3) Any surplus money shall, on the order of the Lieutenant Governor in Council, be paid into and form part of the Consolidated Revenue Fund. 1986, c. 5, s. 7.	(3) Par décret du lieutenant-gouverneur en conseil, les sommes excédentaires sont versées au crédit du Trésor et en font partie. 1986, chap. 5, art. 7.	Sommes excédentaires
Tax exemption	8.—(1) The Centre is exempt from taxes imposed under any Act of the Legislature except the <i>Retail Sales Tax Act</i> .	8 (1) Le Centre n'est pas assujéti aux taxes ou impôts établis en vertu d'une loi de la Législature à l'exception de ceux prévus par la <i>Loi sur la taxe de vente au détail</i> .	Exonération d'impôt
Deemed exemption	(2) For the purposes of subsection 29 (10) of the <i>Regional Municipality of Sudbury Act</i> , the exemption of real property from taxation granted under subsection (1) shall be deemed to be an exemption provided under section 3 of the <i>Assessment Act</i> . 1986, c. 5, s. 8.	(2) Pour l'application du paragraphe 29 (10) de la <i>Loi sur la municipalité régionale de Sudbury</i> , l'exonération d'impôts de biens immeubles prévue au paragraphe (1) est réputée constituer une exonération prévue à l'article 3 de la <i>Loi sur l'évaluation foncière</i> . 1986, chap. 5, art. 8.	Contribution réputée bénéficier d'une exonération
General fund	9.—(1) The Board shall establish and maintain a general fund for the Centre which shall consist of all money received by the Centre from any source, except money referred to in subsection 10 (1).	9 (1) Le conseil crée et maintient un fonds de fonctionnement pour le Centre. Sont versées au crédit de ce fonds les sommes de toute provenance reçues par le Centre à l'exception de celles visées au paragraphe 10 (1).	Fonds de fonctionnement

Idem	(2) The Board may expend money from the general fund of the Centre for the purposes set out in clauses 3 (a), (b), (c) and (d).	(2) Le conseil peut utiliser les sommes déposées dans le fonds de fonctionnement du Centre aux fins précisées dans les alinéas 3 a), b), c) et d).	Idem
Investment of funds	(3) Money in the general fund of the Centre that is not immediately required for the Centre's purposes, and the proceeds of all property that comes to the Centre, subject to any trust affecting them, may be invested in such investments as the Board considers proper and that are permissible for trustees under the <i>Trustee Act</i> . 1986, c. 5, s. 9.	(3) Les sommes du fonds de fonctionnement du Centre qui ne sont pas requises immédiatement aux fins du Centre, de même que les produits des biens qui sont reçus par le Centre, peuvent, sous réserve des fiducies auxquelles ils peuvent être subordonnés, faire l'objet des placements que le conseil estime appropriés et que des fiduciaires sont autorisés à effectuer en vertu de la <i>Loi sur les fiduciaires</i> . 1986, chap. 5, art. 9.	Placements
Special fund	10. —(1) The Board shall establish and maintain a special fund for the Centre which shall consist of all money received from the sale of exhibits, the provision of consulting services and the income from any investment made under subsection (3).	10 (1) Le conseil crée et maintient un fonds spécial pour le Centre. Sont versées au crédit de ce fonds les sommes qui proviennent de la vente d'objets d'exposition, de la prestation de services de consultation et du revenu des placements effectués en vertu du paragraphe (3).	Fonds spécial
Idem	(2) The Board may expend money from the special fund of the Centre only for the purposes set out in clause 3 (e).	(2) Le conseil ne peut utiliser les sommes déposées dans le fonds spécial du Centre qu'aux fins précisées à l'alinéa 3 e).	Idem
Investment of funds	(3) Money in the special fund of the Centre that is not immediately required for the purposes set out in clause 3 (e) may be invested in such investments as the Board considers proper and that are permissible for trustees under the <i>Trustee Act</i> . 1986, c. 5, s. 10.	(3) Les sommes du fonds spécial du Centre qui ne sont pas requises immédiatement aux fins précisées à l'alinéa 3 e) peuvent faire l'objet des placements que le conseil estime appropriés et que des fiduciaires sont autorisés à effectuer en vertu de la <i>Loi sur les fiduciaires</i> . 1986, chap. 5, art. 10.	Placements
Borrowing power	11. Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Board may borrow money for the purposes of the Centre upon the credit of the Centre and may give such security against any property of the Centre by way of mortgage, debenture or otherwise as the Board determines. 1986, c. 5, s. 11.	11 Le conseil peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, emprunter les sommes nécessaires aux fins du Centre sur le crédit de celui-ci. À cette fin, il peut donner les biens du Centre en garantie, au moyen d'une hypothèque, de débentures ou d'une autre façon que précise le conseil. 1986, chap. 5, art. 11.	Pouvoir d'emprunter
Trust property	12. Nothing in this Act authorizes the Centre to alienate or use as security any real or personal property given, devised or bequeathed to it with a condition annexed to the gift that the property not be alienated or used as security. 1986, c. 5, s. 12.	12 La présente loi n'a pas pour effet d'autoriser le Centre à aliéner ou à donner en garantie les biens meubles ou immeubles qui lui sont acquis par don ou legs sous condition qu'ils ne soient ni aliénés ni donnés en garantie. 1986, chap. 5, art. 12.	Biens en fiducie
Auditors	13. The Board shall appoint one or more auditors licensed under the <i>Public Accountancy Act</i> to audit the accounts and transactions of the Centre annually. 1986, c. 5, s. 13.	13 Le conseil charge un ou plusieurs vérificateurs agréés en vertu de la <i>Loi sur la comptabilité publique</i> de vérifier chaque année les comptes et les opérations du Centre. 1986, chap. 5, art. 13.	Vérificateurs
Dissolution	14. Upon the dissolution of the Centre and after the payment of all debts and liabilities, the remaining property of the Centre is vested in Her Majesty in right of Ontario. 1986, c. 5, s. 14.	14 Lors de la dissolution du Centre, après le paiement de ses dettes et obligations, les biens qui demeurent la propriété du Centre sont acquis à Sa Majesté du chef de l'Ontario. 1986, chap. 5, art. 14.	Dissolution
Annual report, etc.	15. The Board shall make to the Minister an annual report on the affairs of the Centre and such other reports as the Minister may request and the Minister shall submit the annual report to the Lieutenant Governor in	15 Le conseil présente au ministre un rapport annuel sur les affaires du Centre ainsi que les autres rapports que le ministre peut exiger. Le ministre présente le rapport annuel au lieutenant-gouverneur en conseil et	Rapport annuel

Council and shall then lay the report before the Assembly if it is in session or, if not, at the next session. 1986, c. 5, s. 15.

Regulations

16.—(1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) establishing one or more endowment funds in furtherance of the objects of the Centre, and governing such funds;
- (b) regulating and governing the use by the public of the facilities, property and equipment of the Centre. 1986, c. 5, s. 16 (1).

Penalty

(2) A person who contravenes a regulation made under clause (1) (b) is guilty of an offence. 1986, c. 5, s. 16 (2); 1989, c. 72, s. 29.

le dépose ensuite devant l'Assemblée législative; si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante. 1986, chap. 5, art. 15.

16 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) créer un ou plusieurs fonds de dotation pour aider à la réalisation de la mission du Centre, et régir leur gestion;
- b) régir l'utilisation par le public des installations, des biens et de l'équipement du Centre. 1986, chap. 5, par. 16 (1).

(2) Quiconque contrevient à un règlement pris en application de l'alinéa (1) b) est coupable d'une infraction. 1986, chap. 5, par. 16 (2); 1989, chap. 72, art. 29.

Pénalité